L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS JEUDI MATIN, 25 NOVEMBRE 1875. 49me Année.

DUFOUR & LINET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

JEUDI MATIN. 25 NOVEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par S. Guinault, au magasin de Mr Debruille, rue Bienville, entre Royale et Bourbon, un lot de meubles.

Par D. E. Morphy & Son, aux Nos 108 et 110 rue des Magasins, faïence et poterie.

Par R. M. & B. J. Montgomery au No 100 de la rue du Canal, entre Camp et St. Charles, marchandises sèches étrangères et américaines.

Par Vincent & Co., au No 58 de la rue de la Douane, porcelaine ornée, verrerie et faïence; objets de fantaisie, paniers.

Par E. Roger & Co., aux Nos 45 et 47 de la rue Decatur, bottes, souliers et brodequins.

Par Hoffman Marks & Co., au No 34 de la rue des Magasins, habillements, chemises, chapeaux et casquettes.

MM. Vincent & Co. vendent, à l'encan, CE MATIN, à 10 heures, au No 58 de la rue de la Douane, de la porcelaine, de la verrerie, de la faïence, des objets de fantaisie et des articles pour cadeaux de jours de fêtes. L'attention du commerce est appelée sur cette vente.

SPECTACLES.

Jeudi, 25 Novembre 1875.

VARIÉTÉS—A midi, la Grande Duchesse; le soir, Madame l'Archiduc.
ST-CHARLES—Harebell, or the Man O'Airlie.
ACADÉMIE—Minstrels de Haverly.
GRUNEWALD HALL—Concert.

Les "rings."

La vertu, suivant Montesquieu, est essentielle à l'existence des républiques plus encore qu'à celle des monarchies. Si cela est vrai, il est grand temps qu'il s'opère un changement dans les mœurs politiques des Etats-Unis, sans quoi c'en sera bientôt fait de la République.

Avant la guerre de sécession, on ne pouvait pas précisément dire que la vertu régnât sans conteste dans les sphères gouvernementales, mais comme la politique n'occupait qu'une place restreinte dans l'existence du peuple américain, comme elle respectait encore les grands intérêts matériels du pays, les tarifs de douane étant modérés, les impôts intérieurs presqu'inconnus et la dette insignifiante, la corruption, qui s'était glissée dans certains rouages de l'administration, passait presqu'inaperçue et restait confinée à une sphère restreinte.

On pourrait appliquer aux Américains le vers de Virgile :

O fortunatos nimium bona sua si norint agricolas!

Bien heureux les Américains s'ils eussent alors connu leur bonheur! Quel autre peuple pouvait se flatter d'avoir un gouvernement presque nominal, dont on ne sentait ni mais et l'action nulle part, dont nul étranger après avoir passé la douane, ne pouvait trouver de trace ailleurs qu'à Washington, ville spécialement créée pour permettre au pouvoir fédéral de jouer au gouvernement sans inquiéter le reste du pays?

Mais les peuples comme les hommes, sont le jouet de leurs passions et, dans leur rage aveugle, ils détruisent eux mêmes leur bonheur.

Si on compare la situation matérielle, financière, politique et morale des Etats-Unis en 1869 à ce qu'elle est en 1875, on est effrayé de la transformation qui s'est opérée dans cette courte période de temps.

Il semble que la guerre ait fait monter à la surface toute l'écume de la société américaine. En permettant à un petit nombre d'hommes d'acquérir des fortunes scandaleuses, elle a surexcité les appétits d'une multitude de gens détournés des voies de l'activité commerciale et industrielle et lancés à corps perdu dans les fondrières de la spéculation.

Nous nous demandons si ce n'est pas un grand malheur pour la cause de la civilisation sur ce continent, que l'issue qu'a eue la guerre de sécession. Avec deux républiques rivales, en compétition constante, il y aurait eu nécessité, pour chacune d'elles, de se maintenir à un certain niveau de moralité. Chacun des deux peuples se fût observé et n'ait été en garde contre toute tendance qui eût pu l'affaiblir.

Qu'avons nous vu au contraire? Le parti républicain, maître absolu de la situation après la paix, s'est lancé à corps perdu, sur une pente fatale et il a créé une situation qui a fait mettre en doute le mérite des institutions républicaines.

En établissant des tarifs prohibitifs ou exorbitants, des impôts intérieurs excessifs, en prodiguant des ressources du pays pour soutenir des entreprises particulières, en établissant un système financier qui, aux dangers d'une dette colossale, joint les inconvénients d'un papier-monnaie non rachetable, en contrôlant les marchés monétaires du pays par des ventes ou achats périodiques de Bons et d'or et en faisant du Trésor une véritable pompe aspirante et foulante, le parti républicain a mêlé le gouvernement à tous les grands intérêts du pays et il a produit un état de choses tel qu'on peut dire qu'il n'y a plus une seule branche de la production agricole, minière, industrielle, ou commerciale, ni une seule des fonctions de transport par terre ou par eau qui soit réellement indépendante du contrôle gouvernemental.

Et dans quel sens s'est exercée cette influence gouvernementale? Hélas! On ne pouvait être dans le sens du bien et de l'honnêteté. Issu de la guerre, un pouvoir dictatorial irresponsable, appuyé sur des coteries corrompues et mêlé à toutes les choses, ne pouvait assurément que favoriser l'agiotage et étendre à tout ce qu'il touchait, la gangrène dont il était lui-même atteint.

Les huit années de la présidence de Grant auront été le règne de ce qu'on appelle ici les *rings*, expression que nous ne saurions rendre par aucun mot équivalent dans la langue française.

Aux *rings* qui pendant les quatre années de guerre avaient accaparé tous les contrats de fournitures, fait créer les banques nationales et inondé le pays de greenbacks, et qui avaient accumulé dans leurs mains le montant des quatre milliards de dollars de titres émis par le gouvernement, ont succédé les *Gold rings* qui, avec la connivence du trésor, faisaient la hausse et la baisse dans Wall-street, les rings des chemins de fer, dont le plus infâme a été le Crédit mobilier, le ring de Saint-Domingue, le ring d'Alaska, enfin les innombrables rings auxquels ont donné naissance le tarif de douane et les impôts du revenu intérieur.

Il n'est pas de port, il n'est pas de grande ville commerciale qui ne soit affligée de cette lèpre dévorante, les *rings*; il n'est pas de branche de commerce ou de production qui n'en souffre. Ce que ces rings ont dévoré au gouvernement, aux contribuables et aux consommateurs par leurs fraudes, est incalculable.

Lorsque l'impôt de deux dollars par gallon sur le whiskey fut créé, on estimait qu'il devait rapporter au gouvernement 200 millions de dollars par an. Il rapporta, la première année, 14 millions, bien que la consommation du whiskey n'eût pas diminué. En dépit de toutes les mesures adoptées, le whiskey s'est toujours vendu à un prix moindre que le montant de l'impôt, ce qui prouve que la fraude n'a jamais cessé d'être la règle et l'état normal dans cette industrie.

Le procès qui vient de se terminer à St-Louis par la condamnation du général McDonald, a prouvé que dans cette ville seule, les fraudes au préjudice du trésor peuvent être évaluées de dix à vingt millions de dollars pour quelques années. Il a été établi, en outre, que ce ring, comme le fameux "gold ring" de New York, il y a trois ou quatre ans, n'avait pu s'établir et se maintenir si longtemps que grâce à l'appui que trouvaient à la Maison Blanche, ces fondateurs qui étaient des familiers du premier magistrat de la république.

Par ce qu'ont laissé apercevoir quelques petits coins relevés du voile qui recouvre la machine administrative et financière du pays, on peut juger de l'étendue du mal. Lorsqu'après la guerre, le Congrès voulut entreprendre une enquête sur les malversations auxquelles elle avait donné lieu, il s'arrêta épouvanté et laissa son œuvre inachevée, car l'investigation menaçait d'englober presque tout le personnel gouvernemental et législatif dans la complicité des méfaits signalés.

On se trouverait probablement en présence d'un résultat analogue si l'on soumettait à un examen sévère les dix années de gouvernement civil qui ont succédé aux quatre années de guerre.

Les rings sont devenus les cancers qui rongent la substance vitale de ce pays. L'a-t-on compris à Washington dans les sphères gouvernementales et veut-on sérieusement travailler à les extirper? Nous ne saurions le croire, car les exécutions ne sont que partielles. Il est probable que c'est uniquement par politique que l'administration s'est décidée à sacrifier quelques uns de ses soutiens afin de mieux contrôler les autres et d'avoir une réponse prête à opposer aux attaques de ses adversaires.

Mais la puissance des rings fait plus que menacer l'existence du parti qui les a créés et qui les protège, elle compromet la sécurité de la république et constitue un péril pour la vie de la nation. C'est elle qui a pu donner quelque fondement à ce bruit qu'il existe un parti monarchique aux Etats-Unis. Le despotisme républicain, fondé sur la fraude et la corruption, force ceux qu'il opprime et ruine, à songer à une forme de gouvernement où l'autorité soit au moins entourée des garanties de permanence, de hiérarchie et de responsabilité qui la rendent tolérante et tolérable.

Mais pour qu'on en soit arrivé à soulever de telles questions avant la fin du premier siècle de cette république, il faut que le mal soit bien intense. Ce serait folie de croire que ceux qui en sont les auteurs sont capables de le guérir. Si la république doit survivre à la crise, elle ne peut être sauvée que par les Catons qu'elle contient dans son sein et non par un aspirant César et les créatures dont il a, depuis huit ans, encombré toutes les avenues du pouvoir.

Nous avons eu le plaisir de recevoir hier la visite du général R. L. Gibson, membre du Congrès pour le premier district de la Louisiane, qui est parti hier soir pour Washington. Nous voudrions qu'il y eût au Congrès beaucoup d'hommes animés d'intentions aussi pures et aussi patriotiques que l'est le général Gibson. Le règne du pillage et de la corruption serait bientôt fini. La Louisiane aura dans le général un digne représentant de ses droits et de ses intérêts.

BAPTÊME DU QUATORZE SEPTEMBRE.—Il y a trois semaines que le journal de notre confrère Albert Fabre, le "Quatorze Septembre," est venu au monde. Le nouveau-né a été baptisé hier soir, selon toutes les règles, et le voilà armé de toutes pièces pour entrer en campagne contre les infidèles, c'est-à-dire les radicaux et les mécréants politiques.

Bonne chance au "Quatorze Septembre"!

Quoique peu âgé encore, il affirme déjà sa virilité.

THÉATRE DES VARIÉTÉS.—La compagnie d'opérette française donnera ce matin en matinée la dernière représentation de *La Grande Duchesse* et le soir *Madame l'Archiduc*, deux des meilleurs ouvrages de son répertoire.

Demain, vendredi, la première représentation de *La Péricholé*.

☞ Demain, vendredi, MM. M. L. Byrne & Cie, rue du Canal 163, feront une vente spéciale de coupons de toutes sortes d'étoffes à moitié prix et au-dessous.

☞ Tout le monde est convaincu maintenant que le café grillé et moulu qui est débité au grand dépôt de la rue du Camp, No 5, est non seulement le moins cher mais encore le plus frais et le plus agréable de tous les cafés vendus sur ce marché. Nous invitons nos lecteurs à en faire l'essai.

Assurez-vous une fortune
Assurez-vous une fortune
Assurez-vous une fortune
Dans le grand tirage d'or du 27 décembre
De la Compagnie de la Loterie de la
Louisiane.
Cinq cent mille Prises
En lots d'or
En lots d'or
En lots d'or
En lots d'or

MEUBLES.—Il n'y a pas de maîtresse de maison qui ne tienne à avoir de beaux meubles, car sans de beaux meubles, il ne peut pas y avoir de beaux salons. Mais cela coûte cher, et l'on se demande souvent où l'on pourra trouver un ameublement de salon à bon marché. L'affaire est bien simple. Allez chez J. Hubbard, au coin des rues Remparts et Perdido, et là vous verrez un stock splendide de meubles à des prix si bas que vous en serez agréablement surpris.

☞ Les ménagères sont étonnées de l'économie qu'elles réalisent en achetant le café grillé et moulu au grand dépôt de thé de la rue du Camp, No 5. Le débit en est si grand qu'il a fallu employer une machine à vapeur pour le moudre et répondre ainsi à toutes les demandes.

LA VRAIE RÉPUBLIQUE.

Voyons comment un des maîtres, un des prophètes de la vraie République, comprend-il. Maître de Montjau comprend la vie d'un peuple sous l'action de cette forme gouvernementale. "Le repos politique, s'écriait-il autre jour à Valence, le repos politique, on n'en a eu que trop pendant longtemps. Combien ceux qui le recommandent, si éclairés qu'ils soient, *comprennent mal ce qu'exige une République!* La publicité, l'agitation pacifique, la libre contradiction, voilà la santé et la vie, la vie des peuples en possession d'eux-mêmes."

Comme cet idéal est séduisant! Le club et le cabaret en permanence remplaçant le jouet de leurs passions et, dans leur rage aveugle, ils détruisent eux mêmes leur bonheur.

Si on compare la situation matérielle, financière, politique et morale des Etats-Unis en 1869 à ce qu'elle est en 1875, on est effrayé de la transformation qui s'est opérée dans cette courte période de temps.

Il semble que la guerre ait fait monter à la surface toute l'écume de la société américaine. En permettant à un petit nombre d'hommes d'acquérir des fortunes scandaleuses, elle a surexcité les appétits d'une multitude de gens détournés des voies de l'activité commerciale et industrielle et lancés à corps perdu dans les fondrières de la spéculation.

Nous nous demandons si ce n'est pas un grand malheur pour la cause de la civilisation sur ce continent, que l'issue qu'a eue la guerre de sécession. Avec deux républiques rivales, en compétition constante, il y aurait eu nécessité, pour chacune d'elles, de se maintenir à un certain niveau de moralité. Chacun des deux peuples se fût observé et n'ait été en garde contre toute tendance qui eût pu l'affaiblir.

Qu'avons nous vu au contraire? Le parti républicain, maître absolu de la situation après la paix, s'est lancé à corps perdu, sur une pente fatale et il a créé une situation qui a fait mettre en doute le mérite des institutions républicaines.

En établissant des tarifs prohibitifs ou exorbitants, des impôts intérieurs excessifs, en prodiguant des ressources du pays pour soutenir des entreprises particulières, en établissant un système financier qui, aux dangers d'une dette colossale, joint les inconvénients d'un papier-monnaie non rachetable, en contrôlant les marchés monétaires du pays par des ventes ou achats périodiques de Bons et d'or et en faisant du Trésor une véritable pompe aspirante et foulante, le parti républicain a mêlé le gouvernement à tous les grands intérêts du pays et il a produit un état de choses tel qu'on peut dire qu'il n'y a plus une seule branche de la production agricole, minière, industrielle, ou commerciale, ni une seule des fonctions de transport par terre ou par eau qui soit réellement indépendante du contrôle gouvernemental.

Et dans quel sens s'est exercée cette influence gouvernementale? Hélas! On ne pouvait être dans le sens du bien et de l'honnêteté. Issu de la guerre, un pouvoir dictatorial irresponsable, appuyé sur des coteries corrompues et mêlé à toutes les choses, ne pouvait assurément que favoriser l'agiotage et étendre à tout ce qu'il touchait, la gangrène dont il était lui-même atteint.

Les huit années de la présidence de Grant auront été le règne de ce qu'on appelle ici les *rings*, expression que nous ne saurions rendre par aucun mot équivalent dans la langue française.

Aux *rings* qui pendant les quatre années de guerre avaient accaparé tous les contrats de fournitures, fait créer les banques nationales et inondé le pays de greenbacks, et qui avaient accumulé dans leurs mains le montant des quatre milliards de dollars de titres émis par le gouvernement, ont succédé les *Gold rings* qui, avec la connivence du trésor, faisaient la hausse et la baisse dans Wall-street, les rings des chemins de fer, dont le plus infâme a été le Crédit mobilier, le ring de Saint-Domingue, le ring d'Alaska, enfin les innombrables rings auxquels ont donné naissance le tarif de douane et les impôts du revenu intérieur.

Il n'est pas de port, il n'est pas de grande ville commerciale qui ne soit affligée de cette lèpre dévorante, les *rings*; il n'est pas de branche de commerce ou de production qui n'en souffre. Ce que ces rings ont dévoré au gouvernement, aux contribuables et aux consommateurs par leurs fraudes, est incalculable.

Lorsque l'impôt de deux dollars par gallon sur le whiskey fut créé, on estimait qu'il devait rapporter au gouvernement 200 millions de dollars par an. Il rapporta, la première année, 14 millions, bien que la consommation du whiskey n'eût pas diminué. En dépit de toutes les mesures adoptées, le whiskey s'est toujours vendu à un prix moindre que le montant de l'impôt, ce qui prouve que la fraude n'a jamais cessé d'être la règle et l'état normal dans cette industrie.

Le procès qui vient de se terminer à St-Louis par la condamnation du général McDonald, a prouvé que dans cette ville seule, les fraudes au préjudice du trésor peuvent être évaluées de dix à vingt millions de dollars pour quelques années. Il a été établi, en outre, que ce ring, comme le fameux "gold ring" de New York, il y a trois ou quatre ans, n'avait pu s'établir et se maintenir si longtemps que grâce à l'appui que trouvaient à la Maison Blanche, ces fondateurs qui étaient des familiers du premier magistrat de la république.

Par ce qu'ont laissé apercevoir quelques petits coins relevés du voile qui recouvre la machine administrative et financière du pays, on peut juger de l'étendue du mal. Lorsqu'après la guerre, le Congrès

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Un jour d'actions de grâce.

Aujourd'hui, de par la volonté du général Grant, le digne président des Etats-Unis, et de par la volonté de William Pitt Kellogg, le gouverneur *de facto* immaculé de notre chère Louisiane, nous devons rendre grâce au ciel des bienfaits de l'administration radicale. On n'a qu'à jeter un coup d'œil autour de soi pour se convaincre que nous avons bien raison de nous réjouir.

Partout on remarque la prospérité et l'abondance; nos libertés civiles sont intactes; le gouvernement fédéral qui nous régit est fort, pur et..... paternel en quelque sorte; ce n'est pas lui qu'on pourrait accuser d'être impliqué dans les fraudes du crédit mobilier et surtout dans les rings de whiskey, à St. Louis ou ailleurs; nous vivons en paix avec les Etats voisins; il n'y a plus de Sud, plus de Nord, plus d'Est, plus d'Ouest, il n'y a que l'Union Américaine; bref, nous sommes parfaitement heureux, et tout est pour le mieux dans la meilleure des républiques possibles.

Ceux qui ne pensent pas ainsi sont des ingrats et des crétins tout simplement. Ils ne sont pas nombreux, du reste. Qu'ils lèvent le doigt qu'on les compte!

Réjouissons-nous donc, amis lecteurs, bénissons Grant et Kellogg des biens dont ils nous ont comblés, allumons des feux de joie, mettons les petites casseroles dans les grandes, et remercions le ciel, du plus profond de notre cœur du bonheur d'être citoyens américains et de faire partie de la meilleure des républiques.

C'est aujourd'hui jour d'actions de grâce, qu'on ne l'oublie pas!

Encore un nouveau meurtre très probablement.

Vers neuf heures, hier soir, une difficulté est survenue, au coin des rues Orléans et Dauphine, entre deux hommes nommés Michael Mack et Francisco Lala.

Le premier a reçu au cou une horrible blessure, faite avec un poignard.

Il a été conduit à l'hôpital de Charité, où le médecin qui a été appelé à lui donner les premiers soins a déclaré que son état était des plus critiques.

Francisco Lala, le meurtrier, a été arrêté par l'agent Nickerson et enfermé au poste de police du 3ème precinct.

On a trouvé également sur la personne de Lala, en outre du couteau poignard dont il s'est servi, un pistolet d'arçon, chargé avec des chevrotines.

La querelle a eu pour cause une discussion un peu trop animée, qui a dégénéré en dispute.

Notre reporter a visité le prisonnier dans sa cellule au poste de la place Jackson, mais il a refusé de faire aucune déclaration et de répondre aux questions qui lui ont été posées.

L'affaire de Mat. Hogan.

Mat. Hogan, qui passe pour être le chef reconnu des voleurs de la Nouvelle-Orléans, est en jugement depuis deux jours à la Cour Criminelle Supérieure, pour le vol qui a été commis dans le magasin de Danziger.

L'Etat est représenté par l'avocat-général Field, l'avocat de District McPhelin et Mr Branghin; la défense par MM. Castellanos et Dooly.

Les témoins à charge et à décharge ont été entendus, les différents avocats ont parlé à tour de rôle, et à dix heures et quart le jury s'est retiré pour délibérer.

On pense qu'il y aura un verdict aujourd'hui.

Jeunes voyous.

Nous sommes priés par un citoyen respectable, demeurant rue Ste-Anne près Dauphine, de dénoncer les indignités commises par plusieurs jeunes voyous, qui s'assemblent aux encoignures des rues Bagatelle et Roman et Derbigny et Bagatelle, prennent plaisir à insulter les dames et les jeunes filles qui passent par là sans protecteur. Nous appelons l'attention du colonel Loan sur ce fait.

Un incendiaire à l'œuvre.

Vers une heure et demie, hier matin, un agent de police a aperçu un individu, dont le nom est malheureusement inconnu, qui essayait de mettre le feu à la maison, située au coin de la rue des Français et Derbigny, occupée par Mr A. N. Harrington, qui y tient une pharmacie.

L'homme a pris la fuite en se voyant découvert. Il a été poursuivi par le gardien de la paix, qui lui a tiré plusieurs coups de revolver, sans réussir à l'atteindre.

L'officier en s'approchant de la maison a remarqué que les murailles avaient été arrosées d'huile de pétrole, et il a éveillé le locataire pour lui donner avis de ce fait.

Accident au steamer Robert E. Lee.

Le magnifique steamer Robert E. Lee, le plus fin marcheur du fleuve, a éprouvé un accident mardi soir, près de Bayou Goula.

Le vent était assez fort et le steamer a été poussé avec tant de violence contre la rive, qu'il a été endommagé; mais pas trop, cependant, pour ne pas pouvoir continuer sa route, car il est arrivé, hier matin, à la Nouvelle Orléans, et sera mis en bon ordre d'ici à mardi prochain.

Arrivée prochaine du Léviathan du fleuve.

Le grand steamer "Mary Bell", le léviathan du fleuve, a passé Natchez hier avec une cargaison monstre. 7100 balles de coton et 19,000 sacs de graines de coton, le tout équivalant au poids de onze mille balles de coton.

Cette cargaison surpasse tout ce qui a été vu jusqu'à présent, la cargaison étant vendue du "Magnolia", en 1859, n'étant que de 6,587 balles.

Explosion d'huile de pétrole.

Hier matin, vers trois heures, Henry Tolly, demeurant au coin des rues Sainte-Anne et Marais, voulant allumer son feu dans le poêle de la cuisine, s'est servi d'une burette pleine d'huile de pétrole pour verser sur les charbons ardents. Les flammes, naturellement, ont gagné la burette qui a fait explosion. Henry Tolly a été épargné, mais un petit garçon de sept ans a été cruellement brûlé aux jambes, aux bras et au visage.

Club de patinage d'Orléans.

Nous recevons une invitation du club de patinage d'Orléans pour une petite sauterie qui aura lieu demain soir après la séance de patinage.

Merci de l'attention.

Séance du Funding Board.

Le Bureau de Conversion s'est réuni hier à midi, à la maison d'Etat, sous la présidence du gouverneur Kellogg.

Tous les membres sont présents.

Les résolutions suivantes, présentées par M. Estilette, Orateur de la chambre des représentants, ont été adoptées :

Résolu, que les détenteurs de coupons qui ne sont pas dûs encore, détachés des bons déjà convertis, sont autorisés à échanger ces coupons pour les nouveaux coupons correspondants, seulement après que les anciens coupons auront été déclarés par le Bureau parfaitement valides et arrivés à maturité.

Résolu, que l'échange en question aura lieu seulement en présence des membres du Bureau et en séance publique, et que le président du Bureau est requis d'apposer sa signature au dos de chaque nouveau coupon avant de l'échanger.

Résolu, qu'en échangeant les anciens bons, qui ne sont pas encore dûs, conformément aux conditions déjà stipulées, les détenteurs de ces anciens bons n'auront droit qu'aux nouveaux coupons qui leur auraient été accordés, s'ils avaient présenté les bons mêmes dont ces coupons ont été détachés.

En faisant l'échange, les conditions suivantes seront observées :

Pour $1000 d'anciens coupons détachés des bons et portant 8 pour cent d'intérêt, on donnera $475, ou 47 1/2 pour cent.

Pour $1000 d'anciens coupons détachés des bons et portant 6 pour cent d'intérêt, on déduira $500, ou 30 pour cent.

Les bons dont la liste suit ont été convertis en bons de la nouvelle émission :

CHAS. F. HOFFMAN.

9 Levée 6 pour cent avec coupons	$9,180 00
11 Levée 8 pour cent avec coupons	6,510 00
Certificats d'intérêt	370 60
Total	$16,060 00

THOS. R. HUNT.

7 N. O. O. et G. W. R. R. avec coupons	7,230 00
10 N. O. J. et G. N. R. R. avec coupons	10,880 00
4 Secours du Trésorier d'Etat	2,120 60
Total	$19,730 00

JOHN MATHERS, JR.

2 Dette flottante avec coupons	$2,140 00
2 Secours du Trésorier d'Etat	1,000 00
3 Red Backs	200 00
6 N. O., O. & G. W. R. R. avec coupons	6,060 00
1 N. O. J. & G. N. R. R. avec coupons	1,010 00
5 N. O. & Nashville R. R. avec coupons	5,225 00
Coupons divers	170, 00
Total	$15,805 00

J. S. MANNING.

1 Levée six pour cent avec coupon	$1,010 00

JAS. J. TARLETON.

2 Levée huit pour cent avec coupon	1,026 00

BANQUE NATIONALE HIBERNIA.

1 Secours du Trésorier d'Etat	500 00

E. J. FORSTALL'S SONS.

Bons et coupons divers	6,060 00

Un appel à la clémence exécutive.

Le gouverneur Kellogg a reçu une pétition signée de Robt. L. Caldwell, John B. Ray, James B. Ray et une cinquantaine de nègres de la paroisse Ouachita, qui, ne sachant pas écrire, ont mis leurs croix, dans laquelle on lui demande de commuer la peine d'Alcée Harris, qui doit être exécuté, demain, le 26, en celle des travaux forcés à perpétuité.

Alcée Harris est convaincu, comme on sait, de l'assassinat de son mari.

Les pétitionnaires allèguent, comme circonstance atténuante que Henry Harris, la victime, n'était pas le mari qui convenait à Alcée Harris, et c'est pourquoi elle l'a tué.

Il nous semble que c'est établir un précédent dangereux, et ce serait fort qu'une femme fût excusable d'avoir tué son mari, parce que celui-ci aurait été laid, vieux, ou mauvaise.

Le jour de l'exécution est si proche, cependant, qu'il faut espérer que M. Kellogg n'aura pas le temps de se laisser attendrir.

FAUTE DE MIEUX.—M. Parent, député de la Savoie, vient d'adresser à l'un de ses électeurs une lettre sur la situation politique, dont le *Patriote savoisien* publie le texte et dont voici la conclusion :

Je ne suis pas un admirateur de la Constitution du 25 février, quoique je l'aie votée et que je fusse disposé à la voter encore; je vais même plus loin dans cette voie, je désire la voir fonctionner, non seulement parce que ses imperfections, ses défauts apparaîtront mieux ainsi aux yeux de tous, mais parce qu'on pourra mieux juger—et c'est là le plus difficile—ce qu'il convient de substituer à ce que l'expérimentation aura condamné.

Les Etats-Unis ont été dans ces matières d'une extrême prudence que je voudrais voir imiter: la Constitution y a été l'œuvre lente du temps.

Voilà pourquoi je ne suis pas révisionniste *hic et nunc*, dès à présent. Ne nous pressons pas trop: le mieux est souvent l'ennemi du bien. Entre temps, les mœurs se feront de plus en plus républicaines, le sens politique pénétrera les masses, l'instruction s'étendra, les préjugés s'effaceront, les haines, les divisions finiront par disparaître.

A ceux qui conservent encore de bonne foi d'injustifiables préjugés et qui me disaient: "Vos espérances sont des rêves", je répondrais: Chacune de nos dynasties a eu ses débuts sur la scène, on sait ce qu'ils ont prouvé: le parterre ne s'est pas lassé de les siffler! La république se lassera jamais ou les siens? Assurément non: 1792 n'était pas la république, mais la révolution: la France brisait violemment avec un passé qui quatorze siècles et se le traînait contre l'Europe coalisée! En 1848, la république, à peine proclamée, était confisquée par l'élection du 10 décembre, à César qui l'étouffait dans une nuit de décembre.

Qu'a-t-on à élever contre la république, depuis 1870, à quoi ne répondre victorieusement le 25 février, qui la proclame comme le gouvernement nécessaire, comme le seul qui réponde aux besoins de la France?

LES FEMMES MÉDECINS.—Nous recevons, dit le *Figaro*, au sujet de l'article sur la première femme-docteur exerçant la médecine à Paris, la lettre suivante :

Monsieur le Rédacteur,

Le *Figaro* publiait, il y a trois jours, sous la forme d'un article pittoresque, la doctoresse de la rue de Rivoli. On ne saurait trop approuver et applaudir la latitude laissée aux femmes d'aborder une profession jusqu'à présent exclusivement réservée aux hommes. L'utilité de cette ministère—qui ouvre les portes de nos Facultés à des êtres intelligents, confinés et relégués dans le domaine de la frivolité.

L'utilité de cette mesure, dis-je, ne tardera pas à être reconnue. Un grand médecin a dit: *"La pudeur tue plus de femmes qu'elle n'en sauve."* Ce praticien illustre voulait désigner par là celles qui, par un sentiment de réprobation bien excusable, préfèrent la fin de leur existence à certaines épreuves, s'exposent aux plus grands dangers plutôt que de confier à des docteurs des infirmités sérieuses. La femme-médecin, c'est la vie pour beaucoup de femmes.

Considérant la question sous une autre face, il serait à désirer que des notions d'hygiène et de thérapeutique entrassent dans l'éducation donnée aux jeunes filles. Elles sauraient plus tard (une fois mariées) élever sainement leurs enfants et leur donner, en attendant l'arrivée du docteur, des soins souvent entravés par ouvent le mal, devenu mortel faute d'avoir été combattu à temps.

Laissez-moi finir en exprimant le désir de voir épanouir les failleures aux doctoresses. La profession, après de quatre-vingt-dix ans, et sa femme, âgée de quatre-vingt-deux ans, venaient s'agenouiller devant le maître-autel de cette église et célébrer ainsi religieusement la soixantième anniversaire de leur mariage.

Le curé de la paroisse leur adressa une allocution touchante, puis il les bénit. L'église était pleine de personnes appartenant à la famille et d'amis. M. et Mme Pitelion n'ont pas moins de quarante enfants, petits-enfants, et arrière-petits-enfants. Après la cérémonie, les deux époux sont retournés à leur demeure, escortés par toute cette descendance, qui leur faisait un cortège d'honneur.

Sur leur passage, tout le monde s'inclinait, et on souhaitait à ces heureux couple, la continuation d'un bonheur mérité. Les deux vieillards sont de très honnêtes gens entourés du respect et de l'affection de tous.

Gagnez un lot
Faites fortune Dans le
Assurez-vous le repos
Assurez-vous le bonheur Tirage d'or
Assurez-vous le respect
Assurez-vous l'indépendance Académie
Assurez-vous le crédit de Musique
Et le pouvoir
Et la popularité 27 décembre
Gagnez $100,000 en or.

☞ Les visiteurs de la campagne, qui ont besoin de thé ou de café, ne doivent pas oublier de faire une visite au Grand dépôt de thé et de café de la rue du Camp No 5 où une machine à vapeur est toujours en activité pour répondre aux besoins de la consommation.

Qui ne voudrait s'assurer une fortune
Qui ne voudrait s'assurer une fortune
En pariant seulement six contre un
En pariant seulement six contre un
Mérite d'être à jamais pauvre
Mérite d'être à jamais pauvre
Les chances sont une sur six
Les chances sont une sur six
Dans le grand tirage d'or
Dans le grand tirage d'or.

☞ Les grands consommateurs de café ne doivent pas perdre de vue qu'une livre de café grillé et moulu au grand dépôt de la rue du Camp No 5 est égale à une livre et quart de café préparé dans les familles; il y a donc tout à la fois économie d'argent et de peine à l'acheter au grand dépôt.

A nos Abonnés des campagnes.

Nous sommes obligés de payer à la Nouvelle-Orléans même, depuis le 1er janvier 1875, d'après la nouvelle loi du Congrès, le port de tous les journaux que nous expédions à nos abonnés de l'intérieur. C'est donc à ces derniers, à qui leur poste locale ne pourra plus rien réclamer, de nous rembourser, ou de nous payer le port en même temps que le prix de l'abonnement.

Le port est de 10 cents par mois, pour l'édition quotidienne, et de 25 cents par an pour l'édition hebdomadaire.

Les maîtres de poste ainsi que nos agents devront donc se faire payer ce montant additionnel et nous le transmettre en même temps que le prix de l'abonnement.

AGENTS DE L'ABEILLE.

M. JUST COMES, à Donaldsonville, pour les paroisses Ascension, St-Jacques et Assomption.
M. PH. MACHET, Marchand, à Baton-Rouge, pour les paroisses de Ouest et Est-Baton-Rouge, Ouest et Est Feliciana.
WILLIAM GIRARD, à Waterloo, paroisse de la Pointe-Coupée.
J. LANDREAU, Maître de Poste à Hermitage, pour la paroisse de la Pointe Coupée.
H. DUPUY, Maître de poste à Markeville, paroisse des Avoyelles.
A. MARIDAT, à la Nouvelle-Ibérie.
M. EMONET, à Léonville, paroisse St Landry.
M. L. DUPLEIX, à Natchitoches.
M. WM. L. ROCHE, député Maître de Poste à Plaquemines, paroisse Iberville.
O. ROBERT, Franklin, paroisse Ste-Marie.
P. DAMARE, St-Martinville.
VALERY THIBODEAUX, Pont Breau.
A. DUHO, Arnaudville.
M. PETETIN, Grand-Coteau.
ADRIEN GONSOULIN, Fausse Pointe.
F. F. BÉRKAU, à la Passe-Chrétienne.
A. NEVEU, Vermilionville.
LAURENT CERBI, Pisquomines, (Iberville).
A. ROYER, Moreauville, (Avoyelles).
R. RICULPI, Houma (Terrebonne).
SELVAIN LEHMAN, Maître de Poste à Johnville (Texas).
WM. HUDSON, à Jeanerette, paroisse Ste-Marie.
EDGARD DELERY, Baie St Louis, (Miss).

AUX MAITRES DE POSTE.

Les maîtres de poste sont autorisés à recevoir des abonnements à l'*Abeille* (édition quotidienne, $14 par an, édition hebdomadaire, $5). Nous les prévenons néanmoins que toute demande d'abonnement sera considérée comme non avenue, à moins que la lettre ne renferme en même temps le montant de l'abonnement, préalablement fait de commission allouée en l'assente et aux maîtres de poste.

47

Une position impreuable.—Parmi les remèdes américains, les "Hostetter's Stomach Bitters" occupent ce qu'on peut appeler, sans inconvenance de langage, une position imprenable. Les fondements de leur popularité sont arcs fortement dans la confiance publique. Leur excellence a été démontrée si souvent, et d'une manière si concluante sous les circonstances les plus difficiles, et le cas est plus fréquent de longtemps connus du public comme un article type que le ridicule devrait par occasion sur les remèdes spécifiques, et les tentatives de certains vendeurs de nostrum sans alcool pour créer un préjugé contre une préparation ayant une base alcoolique ne peuvent l'affecter. Le public le reconnaît comme un tonique sûr, agréable et comme un alterratif d'une valeur incalculable, le public reconnaît encore comme remède prompt contre les désordres causés par le mauvais air et, aussi comme un préventif sûr. Sa réputation, pour ainsi dire, est comme sur un roc.

Bureaux du Firemen's Insurance Company (Compagnie d'assurance des Pompiers) —Nile-Orléans, 24 novembre 1875.—Conformément à l'article IV de la Charte, avis est donné aux actionnaires qu'une élection de dix-huit directeurs, pour l'année courante, aura lieu au bureau de la compagnie, le LUNDI, 6 décembre 1875, de 10 heures du matin à 2 heures de l'après-midi.

R. H. BENNES,
25 nov—au 6 déc. Secrétaire

Avis.

JE révoque par la présente toute procuration donnée par moi jusqu'à ce jour.

MME C. M. de MONTROND.
24nov—3j.

AVIS.

TOUTES personnes ayant des réclamations à faire contre la succession de MICHEL PAFIN voudront bien les présenter à soussigné, avant le règlement final de la dite succession.

PIERRE ASSET,
Exécuteur testamentaire, rue Grande Hommes, entre Barthélemi et Marais.
24nov—3j

AVIS.

JE prie respectueusement les personnes qui ont des objets en dépôt au bureau de prêts de l'encolgoure Royale et Toulouse, et dont les intérêts sont arriérés, d'avoir à régler avant du 1er décembre ici, à défaut de quoi ces objets seront vendus à l'encan.

A. TESTART,
Coin Royale et Toulouse.
23nov—3j

Avis.

☞ Le navire français JULIA ERNESTINE, Capitaine Labarbe, venant de Bordeaux, est en débarquement dans le second District.

Les consignataires sont prés de faire leurs entrées et de venir recevoir leurs marchandises sur la Levée.

Aucune réclamation ne sera reconnue, si elle n'est faite sur la Levée.

C. CAVAROC & SON, Agts.
24nov—3j 30 rue Decatur.

☞ Ni le Capitaine ni les Consignataires du navire français JULIA ERNESTINE, ne sont responsables des